

3 €
ISSN: 1264 9112

le Coquelicot

n°44
BIMESTRIEL
avril
2005

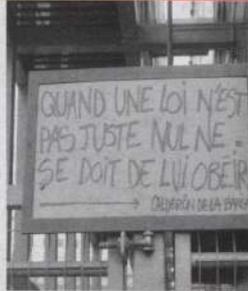


Monde

Bienvenue dans le 18^e (siècle)



Lycées occupés



La sourde oreille

OGM



Chant du cygne

Europe sociale



Fini de rire



toulouse

alternative libertaire



ÇA M'ÉNERVE...

Radio Vatican



● Quel torrent d'eau bénite. Le voile islamique en est encore tout trempé. Pour un centenaire, ce fut un beau centenaire. Ceux qui croyaient au ciel, ceux qui ni croyaient pas, gardiens de la constitution et valets de presse, tous ont tenu à fêter, à la première occasion venue, la Loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Si après ça vous restez incrédules quand, le menton viril et le regard serein, ils vous assurent de la fermeté de leurs principes entre deux leçons de civisme aux malcompenants que nous sommes...

Un tel élan pour courir au cul du Pape comme de la première Lady Di venue, une telle unanimité dans les louanges, ça vous donne tout de suite la mesure du courage intellectuel dont nos élites régnautes sont pourvues.

Seuls les poissons morts suivent le courant. Les ministères et les rédactions travaillent fenêtres ouvertes ...

> Ravachefolle

MÉPRIS DE JUSTICE

Paroles de lycéennes devant le lycée des Arènes, le mercredi 30 mars 2005 vers 9h30.
M.D., M., M.T., L. et A. font partie du groupe de lycéen-ne-s qui occupent le lycée depuis plusieurs jours, en lutte contre la loi Fillon.

• **Le Coq : Vous êtes en quelle classe ? Vous avez des options spécifiques ?**

M.D. : En 1^{ère} au lycée des Arènes.

A : Oui, en audiovisuel.

M.D. : En "général".

• **Depuis quand dure le mouvement ?**

M.D. : Ca fait 1 mois et demi maintenant qu'on a commencé les premières manifs.

M : Ça fait 2 semaines qu'on a occupé le lycée, on attaque la seconde semaine d'occupation du lycée.

• **Pour quelles raisons occupez-vous le lycée ?**

A : Les manifs n'ont servi à rien, donc on passe à un mode d'action plus fort, et même si nous ça nous désavantage parce qu'on est fatigué, on loupe des cours, etc. On aurait préféré qu'il nous écoute avant les 1^{ères} manifs et comme c'est pas le cas, on veut se faire entendre. On continuera jusqu'à ce qu'on se fasse entendre.

• **Vous demandez quoi ?**

M.D. : On demande le retrait de la loi Fillon et la remodification de la D.G.H. qui a été déjà votée dans certains lycées .

• **Mais la loi est passée ?**

A : On demande son abrogation.

• **Vous pensez y arriver ?**

A : On espère.

M.T. : Il faut dire oui, parce que sinon on serait pas là.

M.D. : On peut pas rester et dire "oh

elle est passée, tant pis". Parce qu'on pense que c'est une loi qui est assez importante et donc on ne peut pas ne rien faire.

L. : On ne subit pas, on est là pour donner notre avis, on n'est pas d'accord et on veut qu'on nous écoute...

M.D. : Après, on est tout à fait conscients que cette loi ne s'inscrit que dans la continuité d'un système qui est en train de se mettre en place. Je pense en même temps qu'il y a beaucoup de gens ici qui, à travers le délit de la loi Fillon, s'insurgent aussi contre la constitution, etc... Sachant par exemple que dans la constitution européenne le socle commun est présent, donc si on arrive à faire bouger la loi Fillon mais que la constitution passe de toute façon le socle commun sera passé, donc...

• **Elle dit quoi la loi Fillon ?**

M.D. : Oh ! Beaucoup de choses !

A : Le principal, le retrait des T.P.E. en 1^{ère} et en terminale, c'est les travaux pratiques, ensuite le bac en contrôle continu.

L. : Les élèves déviants traités de déviants des collèges.

M. : C'est le terme employé, je pense.

M.D. : Un certain retour à une rigueur morale. La loi est très floue, c'est à dire que sur la loi on parle de morale mais à aucun moment il n'est défini ce qu'est la morale ; d'ailleurs en tant que lycéens on sait bien que c'est un bon sujet de philo donc c'est un peu inquiétant... de se dire qu'on revient, bon déjà on n'a plus le droit de porter

"À l'Europe que la pensée de banquier veut à toute force nous imposer, il s'agit d'opposer un refus progressiste de l'Europe néolibérale des banques et des banquiers. Ceux-ci ont intérêt à faire croire que tout refus de l'Europe qu'ils nous proposent est un refus de l'Europe tout court. Refuser l'Europe des banques, c'est refuser la pensée de banquier qui, sous couvert de néolibéralisme fait de l'argent la mesure de toutes choses, de la valeur des hommes et des femmes sur le marché du travail et, de proche en proche, dans toutes les dimensions de l'existence. "

Pierre Bourdieu - 1997

Paroles de lycéennes

un chapeau dans un lycée parce que c'est un signe ostentatoire, mais même ça...

• **La casquette ?**

M.D. : Oui, la casquette, tout et n'importe quoi, à la limite dans les salles de cours je comprends ; même dans la cour, rien... Il y a un certain ordre moral qui revient, une certaine rigueur et je pense qu'à un certain moment il faut faire attention que ça dérape pas...

A : Qu'on revient pas, qu'on retombe pas, qu'on revient pas en arrière, on avait vachement évolué ça serait dommage qu'on régresse...

• **Vous avez l'impression qu'on régresse actuellement ?**

Ensemble : Oui, un peu...

M.D. : Avec le gouvernement qu'on a actuellement on est en train de régresser... Au niveau de l'éducation, des travaux sociaux, des services publics.

L. : Ils sont en train de privatiser, enfin pas mal...

M.D. : On est en train d'aller vers du capitalisme, tout à fait.

• **Vous pensez qu'il va y avoir un retour suite à la mobilisation, on va peut-être pouvoir revenir en arrière ?**

A : On ne sait pas, en tout cas le rectorat appelle au calme, il commence à parler de discussion parce qu'on est en train de pencher de plus en plus fort, enfin on voit que les lycéens ça fait 2 semaines qu'ils bloquent les lycées.

• **Comment ?**

M.T. : En même temps, aux prochaines élections on vote alors.

M.D. : Je voterai pas, donc...

• **Et pourquoi vous voterez pas ?**

M.D. : Moi, ça n'a aucun rapport avec

le mouvement lycéen, moi met d'avis que ce système ne me convient pas et que même la manière dont on vote ne me convient pas. Etant donné que Chirac a été élu aux dernières élections, je considère que c'est pas légitime, donc que ce gouvernement n'a rien de légitime donc que je n'ai pas à participer, ne serait-ce qu'en votant donc je ne pense pas... Je me pose parfois la question.

Par exemple, pour le référendum j'aurais voté, si j'avais pu ; mais bon j'ai dû mal à dire... à expliquer que je serai sur les listes électorales, enfin, qui font partie de notre système dans lequel je ne me retrouve pas.

• **Est ce qu'il y a beaucoup de profs qui sont mobilisés ? Qui vous soutiennent ?**

M.T. : Ça commence, depuis hier il y a des profs.

M.D. : Depuis hier il y a une douzaine de profs sur les Arènes qui sont en grève, il y en a jusqu'à une trentaine dans certains lycées ; ils commencent à prendre position, mais bon, nous on attend depuis 1 mois qu'ils prennent position là-dessus, ils commencent seulement.

Pareil pour les étudiants, par rapport à la "L.O.P.R.I.", ils commencent à nous rejoindre aussi, ce qu'on espère c'est qu'on finira par avoir les services publics avec nous et qu'on pourra faire un vrai mouvement. Après, ce que ça deviendra ? Si ça vient pas, on laissera pas pourrir le mouvement. Le but c'est pas, non plus, que le mouvement se termine en queue de poisson, le but c'est d'essayer de prouver qu'on peut aller jusqu'au bout. Après s'ils nous laissent pourrir dans nos lycées, à dormir jour et nuit... Enfin bon il y aura forcément un moment où il faudra qu'on s'arrête, après. Maintenant on attend de voir jusqu'à quel point les autres ser-

vices publics etc. vont se mobiliser.

M.T. : Voilà, en fait, on appelle au soutien des professeurs, des étudiants, des services publics et des services privés. On appelle au soutien de tout le monde parce qu'on pense que notre mouvement n'est pas que contre la loi Fillon, il s'inscrit dans un mouvement général contre une politique qui est en train de casser les droits sociaux et voilà, c'est là-dessus qu'on a appuyé, on attend le soutien de beaucoup de monde pour que ça avance et pour que le gouvernement réagisse. Puisqu'on a bien vu, il ne réagit pas, avec toutes les manifs qu'on a faites.

M.D. : Déjà qu'il est pas légitime, en plus il réagit pas.

M.T. : En fait, on se rend compte vraiment, enfin c'est un peu la révélation avec cette loi, que finalement on n'est pas vraiment en démocratie puisqu'ils font passer des lois, que les gens montrent leur mécontentement par rapport à ces réformes, et il ne les entend pas, il y a rien qui se passe, il se bouche les oreilles, c'est pas une démocratie... On n'est pas en démocratie.

L.T. : En démocratie on serait déjà écouté parce qu'une démocratie c'est censé être le pouvoir du peuple donc on a notre mot à dire et si on ne nous écoute pas, avec toutes les manifestations qu'on a faites, il y a des questions à se poser...

• **Et tu disais tout à l'heure, que tu voulais un changement au niveau du lycée, au niveau de la vie etc., vous optez pour quoi ? Vous pensez quoi ? Vous avez envie de quoi ?**

A : On a envie d'évoluer, pas de régresser, puisque là on est en train vraiment de régresser et...

M.D. : Ça a été mis en place dans certains lycées, c'est des sortes de cahiers de doléance [...] voilà on essaie de faire en sorte que ce soit pas pire. Comment on pourrait faire en sorte que ce soit mieux, c'est en train de se mettre en place. Après je pense que ça mettra du temps parce que les gens ont perdu l'habitude de prendre la parole, et que ça mettra du temps avant que nous, déjà dans notre mouvement, on arrive à instaurer une vraie démocratie, et après comment ça avancera ?



il ne les entend pas, il y a rien qui se passe

MÉPRIS DE JUSTICE

• **Et vous attendez quoi ? Vous voulez quoi ?**

A : Nous, on veut dans le social qu'il donne les mêmes chances à tout le monde, où les gens soient égaux... Le slogan c'est égalité, fraternité, liberté. Liberté, c'est pas trop respecté. Égalité ça y est pas du tout. La France a une bonne devise, c'est dommage que ce soit pas appliqué et qu'on la respecte pas.

• **Actuellement vous occupez le lycée, vous allez continuer ?**

M.T. : On va continuer jusqu'à ce qu'on se fasse entendre.

M.D. : Là il y a des actions qui sont prévues, hier il y avait un rassemblement au rectorat, il y a en a un autre cet après-midi, normalement jusqu'à la fin de la semaine les occupations continuent, les blocages aussi, tout dépend de chaque lycée parce que tout est engagé selon les comités. On a monté un collectif lycéen toulousain qui commence à devenir important sur la région, il y a des actions qui sont prévues, péage gratuit, monter sur Paris. On compte monter à peu près 1000 personnes en train sur Paris, comment on ne sait pas encore, on est en train de le mettre en place mais on note pour des actions plus radicales, plus lourdes et forcément médiatiques puisque les médias... Quand il n'y a pas les flics et qu'on se fait pas traîner par les cheveux ils sont pas là...

Et on continue : affiches, tracts, pochoirs, communiqués de presse etc. On a l'impression aussi que les médias,

c'est pas qu'ils mentent toujours, qu'ils sont très forts pour manipuler l'information et moi j'ai pu voir par exemple depuis le début des mouvements, j'essaie de suivre un peu ce qui se passe dans les médias et on voit que, quand il y a un reportage sur les lycéens, le reportage d'après est un reportage sur la délinquance ou un reportage sur les classes qui étaient ouvertes pour le lundi, ou les classes où les élèves y étaient pas. On parle d'absentéisme etc. C'est une manière de nous casser.

M.T. : On nous casse aussi sur le mouvement, en disant que le mouvement s'affaiblit, qu'on était que 30 à occuper alors que la semaine dernière on était 130 et on a eu des papiers comme... on était...

M.D. : ... que 30 et qu'on était resté jusqu'à 9 heures alors qu'on y a passé la nuit...

M.T. : Il me semble que le rôle des médias c'est de diffuser l'information objective et véridique, ça c'est en théorie, bien sûr, ça a jamais été appliqué depuis des siècles, on voit que les médias de toute façon ils jouent un rôle de propagande et on voit bien que c'est la voix des gouvernants, on va dire, des pontes, qui ressort. David Pujadas sur France 2, il a parlé en 2 mots du mouvement lycéen, enfin les événements du jour, et il a enchaîné en parlant d'une école privée dans le Bronx où justement le contrat individuel de réussite mentionné dans la loi Fillon était appliqué à la lettre et bien sûr, il a conclu son reportage avec "et en plus ça marche"...

• **Est ce que vous êtes soutenus par les syndicats ?**

M.D. : On est soutenu par des syndicats, syndicats lycéens déjà : l'UNL, la FIDL, etc. La FIDL plus ou moins n'est ce pas, mais là on commence à être suivi par des syndicats de profs... C'est ce qu'on attend et des syndicats étudiants qui sont en train aussi de prendre position. Mais les mouvements qui ont eu lieu il y a 3 ans... il y a une forte démobilité ; les gens ont perdu un peu cette force, enfin moi j'ai même l'impression qu'ils ont perdu leur histoire de mouvement... Donc il faudra du temps pour qu'ils appellent à nouveau... Après, est-ce que nous on tiendra jusque là, j'espère mais... Après... On est d'accord là-dessus, le mouvement lycéen se revendique en tant que mouvement justement de lycéens, c'est à dire fait par des lycéens et qui ne mettent pas en avant leur appartenance syndicale ou leur appartenance politique. Le but c'est que ce soit un mouvement lycéen pur et dur.

• **Vos manifestations sont décidées comment ? Votre mouvement est décidé comment ?**

Ensemble : en A.G.

M.D. : Il est décidé en C.L.T. Au C.L.T. sont prises des décisions qui sont après rediscutées dans les assemblées générales lycéennes et votées.

• **Au niveau étudiant, au niveau lycéen, il y a beaucoup de monde, vous êtes majoritaires ou pas ? Par rapport au lycée des Arènes ?**

Ensemble : Non.

M.T. : Au niveau du lycée, moi ce que je sais, c'est qu'on est à peu près on va dire 20%, puisqu'il y a 1080 élèves au lycée des Arènes exactement en comptant les post-bacs, et il s'avère qu'en A.G. on se retrouve les premières occupations on était 120 à 130, et là mardi on a repris les occupations ils étaient 40. Ce soir... bon un peu plus, une soixantaine, ce soir ça va être je pense le cas.

M.D. : C'est quand même difficile par rapport aux parents, même si les parents sont en train aussi de se coordonner, de se mettre avec nous. Moi

je vois la semaine dernière, j'ai pas passé une soirée chez moi, même si ma mère me soutient jusqu'au bout et qu'elle est tout de même prête à venir occuper avec moi ; on est tous un peu malade, on est tous un peu fatigués, on dort pas beaucoup.

A : On essaie de se relayer.

M.D. : De faire des roulements.

A : Pour qu'il y ait toujours du monde au lycée et que ça permette de se reposer chez nous, de prendre une douche.

M.D. : Prendre un petit déjeuner.

• **Et après vous allez faire remonter les infos, ou les infos viennent du C.L.T., vont dans les bahuts et après les bahuts ça repart comment ?**

M.D. : Après ça repart au C.L.T. aussitôt. Aux réunions du C.L.T. on est à peu près une vingtaine de lycées représentés, c'est pas toujours les mêmes et il y a des roulements ; dans ce cadre là les informations passent d'un côté comme de l'autre... C'est à dire qu'on fait remonter les propositions des A.G. et aux A.G. on fait redescendre les propositions du C.L.T. et vice versa. On est en train de s'organiser un peu plus pour avoir un service d'ordre, ce genre de chose et vraiment s'organiser sur la longueur.

• **Et là les cours sont perturbés ?**

A : Là, il n'y en a pas.

M.D. : On laisse rentrer les B.T.S. qui ont des concours et des examens donc on a laissé rentrer qu'eux.

M.T. : Et le personnel A.T.O.S.S.

M.D. : Pour qu'ils puissent prendre leur café, comme il n'y a pas d'élèves de toute façon...

M.T. : On sait que ça embête les gens... On veut pratiquement tous aller en cours mais bon comme on nous écoute pas on est passé à ça, on est pas tous pour, on a voté ça en A.G. mais on pense qu'il faut faire des trucs un peu forts.

M.D. : Un peu fort, il faut prendre ses responsabilités.

M.T. : Il faut faire des trucs forts pour se faire entendre.

Propos recueillis par **déCibelle**



la France a une bonne devise, c'est dommage que ce soit pas appliqué

PAYS DES ARTS, DES ARMES ET DES LOIS...

Petite chronique des horreurs de la République française

• **Khalid, Marocain - 18 ans.** Élève de Bac pro au LP de Pierrelatte (Drôme). Son père, ouvrier agricole en Ardèche depuis trente ans, avait demandé à la préfecture que sa famille le rejoigne. Refusé : "salaire insuffisant" ! Autrement dit, interdiction de vivre en famille parce que sous-payé. Le symbole d'une société. Malgré cela il avait fait venir son aîné, pour qu'il fasse des études. En novembre, Khalid qui vient d'avoir 18 ans, prévient son prof qu'il sera absent l'après-midi car il est convoqué à la gendarmerie. Il n'est jamais revenu : arrêté, il a été transféré au centre de rétention de Lyon et expulsé. Le père et le fils pleurent de part et d'autre de la Méditerranée.

• **Maziamo, 10 ans, et Antonio, 20 ans.** Ils sont Angolais. Leur père était opposant au régime. Toute leur famille a été massacrée par la police sous leurs yeux. Ils ont pu se réfugier en France. Maziamo est scolarisé en CM2 dans une école à Paris (XIV^e). La préfecture vient d'envoyer une "invitation à quitter le territoire" au frère aîné, le cadet serait confié à la DDASS ! Bien sûr, (et heureusement !) les institutrices de l'école et les parents d'élèves sont révoltés et mènent campagne pour faire régulariser Antonio.

• **Samuel, orphelin Ghanéen - 16,5 ans.** Débarqué en France il y a un an et demi. Il se fait prendre à la frontière où il tentait de passer pour rejoindre son frère en Espagne. Mineur, il est placé dans un foyer et scolarisé à Pau. Mais, après une estimation de son âge osseux la police décrète qu'il est majeur. Il est arrêté dans son collège et placé en centre

de rétention pendant 30 jours puis, monté de force dans un avion. Il se débat et crie. Il est molesté. Le commandant de bord refuse l'embarquement. Il est alors transféré en prison, à Fleury-Mérogis, d'où il est libéré le 28 décembre à 3 heures du matin, sous la neige.

Pour le moment la mobilisation de ses profs et des syndicats de Pau a empêché l'expulsion. Mais la préfecture s'entête : ce même de 16 ans et demi doit être renvoyé à sa misère natale.

• **Emilie, Congolaise - 14 ans,** est arrivée une première fois en France le 25 décembre, où elle devait retrouver son père. Avant d'avoir pu déposer une demande d'asile, elle a été renvoyée deux jours plus tard en Chine, pays par lequel elle avait transité. E. raconte avoir été menottée pendant tout le voyage. Voyage inutile : la Chine l'a refoulée vers Roissy le 29 décembre, où elle a enfin pu déposer une demande d'admission. Malgré cela, la police persiste : elle l'a conduite le 3 janvier à l'ambassade du Congo pour lui faire établir un laissez-passer en vue de son expulsion.

• **C., Congolais, 14 ans lui aussi.** Dès leur naissance son jumeau et lui ont été séparés de leur mère qui a fui le pays et s'est réfugiée en France où elle réside régulièrement. En 1997, c'est la guerre, grâce à une amie de la famille, le frère de C. rejoint sa mère en France. Il y vit depuis et y est scolarisé. Leur mère n'a eu de cesse de faire venir auprès d'elle son autre fils par le biais d'un rapprochement familial. Refusé. Aujourd'hui, la famille serait sur le point d'être enfin réunie,



n'était le refus d'admission opposé à C. et l'intention de la PAF de le renvoyer au Congo.

Ces horreurs ne cesseront pas toutes seules. Ces jeunes (et ces adultes !) que les Etats riches maltraitent tant doivent pouvoir trouver une solidarité élémentaire. Il est sain que dans les écoles, les collèges et les lycées où leurs cas sont connus, ces jeunes reçoivent l'appui déterminé de leurs copains et des adultes qui se refusent à laisser faire n'importe quoi au nom de lois barbares. Mais c'est aussi, à l'évidence, à un autre niveau que la question devra se poser. D'abord en demandant l'abrogation des textes de lois qui permettent de telles saloperies. Et aussi, plus profondément, en se bougeant pour que le monde bouge.

Il y a urgence !

Réseau Education Sans Frontières

Réseau Education Sans Frontières : Réseau des militants, collectifs d'établissements, syndicats et associations pour l'information et le soutien aux jeunes scolarisés étrangers sans papiers

Contact : educsansfrontieres@free.fr
/ www.educationsansfrontieres.org
C/o EDMP Impasse Crozatier 75012 Paris

70 organisations sont membres d'Education sans Frontières dont : FSU, FERC-CGT, SUD-Education, CNT, SGEN-CFDT, La FCPE, la Ligue de l'Enseignement, la LDH, le MRAP, le GISTI, la CIMADE, le Syndicat de la Magistrature et plusieurs dizaines d'associations et des syndicats. RESF est soutenu par le PCF, la LCR, les Verts, Alternative libertaire, l'OCML...

ces horreurs ne cesseront pas toutes seules

Constitution européenne, charte d'Amiens

Les prochaines élections n'auront lieu dans l'hexagone qu'en 2007.

D'ici là le terrain se doit d'être occupé et les margoulinis internationaux qui nous gouvernent ont visiblement trouvé l'os à ronger approprié pour tuer les luttes éventuelles : le référendum sur la constitution européenne.

On dirait bien que la survie des pouvoirs, étatiques, patronaux et syndicaux est en jeu tant le battage autour des prises de positions sur cette constitution tient toute la place dans l'actualité (le charitarisme envers l'Asie a fait un bon challenger, le Pape ensuite, mais ça va passer...). La grande affaire de 2005, c'est la constitution européenne, c'est France Culture qui le dit ce 31 décembre 2004. Ben merde alors ! Pour ceux qui croyaient que les luttes contre les délocalisations, les précarisations et hiérarchisations diverses et multiples étaient prioritaires, voilà une tentative de détournement pas piquée des hannetons. Il y a bien les traditionnels professeurs rouges (PC, LCR) qui viennent nous expliquer sur l'autel du débouché politique que l'on peut tout faire: lutter et voter; plus surprenant (quoique) sont ces professeurs rouges et noirs (AL, CGT espagnole) qui pour nous emmener aux urnes ajoutent

qu'il ne s'agit pas d'une élection mais d'un référendum, nuance soi-disant de taille et de plus les travailleurs seraient concernés ! (institutionnalisation du libéralisme tout ça... tout ça...).

Bon, d'abord on dit capitalisme et pas libéralisme quand on est un militant

poli. Le dit-capitalisme n'était pas institutionnalisé ! Il est juste institué et c'est de cela qu'on crève. "Ça va être écrit dans le texte" ? Et alors ? C'est le grand foutage de gueule ou quoi ? Parce qu'une secrétaire de la commission de Bruxelles va taper europe = économie de marché sur du papier à en-tête, on ne pourra rien y changer ? Même la bible elle vient d'être réécrite hé ! patate !

En fait ce qui m'énerve le plus, c'est la course aux positions syndicales, car

venant des partis et des sectes comme on disait au temps de la charte d'Amiens rien ne m'étonne, mais du côté de certains syndicats j'avais encore quelques espoirs. Les SUD avec tout le G10-Solidaires ont craqué pour le non, la collabos traditionnels pour le oui (Confédé Européenne des Syn-

dicats ...CFDT). La CGT française est bien emmerdée étant également adhérente de la CES mais travaillée par de vieux démons du type "produisons français". Reste bien que la CNT droite dans ses bottes syndicalistes révolutionnaires. Un bon point pour ces braves.

Pourquoi ce godillisme quasi général hein ? La réponse mon petit est dans l'Histoire et non pas dans les vents... Le professeur Black Sevy s'en va ci-dessous te la narrer : Du 8 au 16

octobre 1906, "le congrès confédéral de la CGT confirme l'article 2, constitutif de la CGT: La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat [...] Le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale". Voilà le début et

... et autres billevesées !

la fin du texte dit "Charte d'Amiens" (j'ai coupé volontairement tout le milieu, internet : www.cnt.org et vous avez l'intégral).

Et bien quoi ? Et bien mon petit, le vers politicien était déjà dans le fruit syndical. En raccourci, le texte reconnaît que les partis peuvent faire quelque chose pour transformer la société et "oublie" de mentionner la lutte contre l'Etat. En fait, (ceci bien sûr vu avec des yeux d'aujourd'hui) ce texte de compromis va servir bien plus aux politicards pour masquer leur entreprise d'instrumentalisation du syndicalisme qu'à renforcer l'indépendance syndicale et le syndicalisme révolutionnaire. En effet, l'Etat et sa conquête y est implicitement reconnu comme un moyen possible d'émancipation. L'action directe, la grève générale deviennent donc des instruments de ce fameux débouché politique. Nous y voilà. Oui, je sais, ça fait mal.

Mais tu me diras petit que c'est comme la constitution européenne, c'est pas parce que c'est inscrit dans le marbre d'un texte qu'on ne peut aller contre et que là, le professeur Black Sevy se



le vers politicien était déjà dans le fruit syndical

L'assassinat de Carlo Giuliani constitutionnalisés

Il y a, parmi l'ensemble des dispositions anti-sociales de la future Constitution européenne, l'une qui est toute particulièrement effrayante, c'est celle qui concerne le droit incorporé dans la Charte des Droits Fondamentaux.

fourre le doigt dans l'œil... Tu rajouteras perfide, cultivé et chercheur d'embrouille que tu es, que c'est pas parce que la CGT S.R. à inscrit en 1926 dans ses statuts de constitution qu'elle est "en opposition avec les partis" et veut supprimer aussi "tout pouvoir étatique" que le syndicalisme révolutionnaire a progressé. Certes. Tu porteras une dernière estocade, enfoiré de lecteur érudit, en remarquant que la CNT française lors de sa constitution en décembre 1946 écrivait : "De toute évidence, cette incompatibilité d'action révolutionnaire s'étend à fortiori aux ententes avec les partis politiques ouvriers qui, tous, sans exception, veulent et c'est leur raison d'être, instaurer un Etat politique dont ils auraient la direction. Etat dont le syndicalisme révolutionnaire proclame la nocivité et nie la nécessité". Re-certes.

Mais je te trouve bien pessimiste petit. Car regarde les IWW, ces syndicalistes révolutionnaires ricains du début du XX^e siècle : Ils avaient dès 1908 écrit : "La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien de commun [...] Entre ces deux classes, il doit y avoir lutte, jusqu'à ce que les ouvriers du monde entier s'organisent comme classe, prennent possession de la terre et des instruments de production, et abolissent le système du salariat".

L'Etat ? "A existe pas"

Le problème de sa conquête est donc résolu non seulement en théorie par ces américains. teigneux mais aussi en pratique entre 1936 et 1939 par les catalans et aragonais en Espagne avec la volonté d'une CNT créée en 1910, qui ne s'est laissée elle, ni bolchevisée ni stalinisée.

Champagne, petit ! En mémoire aussi du professeur Choron qui vient d'avaliser sa dernière coupe.

> Sevy

La charte commence par une interdiction, celle de la peine de mort, Article II.2 "Toute personne a droit à la vie. Nul ne peut-être condamné à la peine de mort et exécuté". Mais la portée juridique de la Charte tient moins dans ses dispositions propres que dans un texte annexe intitulé : "les explications" qui vise à déterminer la manière dont elle doit être interprétée par des tribunaux européens et les Etats membres.

Or, quelle interprétation juridique donnent à cette interdiction de la peine de mort les "Explications" de la charte ? "la mort, est-il écrit, n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans le cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire (...) pour réprimer conformément à la loi, une émeute ou une insurrection." L'assassinat en cas d'émeute ou d'insurrection par les forces de police ou les forces armées est donc légal ! L'assassinat de manifestants est donc communautairement constitutionnel !

"Communautairement constitutionnel" l'assassinat de militants algériens par la police de Papon le 17 octobre 1961 ! "Communautairement constitutionnel" l'assassinat de Gilles Tautain devant les usines Peugeot en juin 68 ! "Communautairement constitutionnel", l'assassinat de Carlo Giuliani par la police de Berlusconi à Gênes en 2001 ! "Communautairement constitutionnel" les massacres et répressions à venir de toutes les

manifestations ouvrières par les éléments fascistes de toutes les polices européennes !

Mais d'où vient ce texte ? D'où vient une telle formule ? D'où vient la brutalité d'une telle expression ? Ce n'est rien d'autre que la reprise telle quelle de l'article d'un texte dont on découvre à quel point il est "progressiste, social et démocratique" : la Convention européenne des droits de l'homme. C'est, à la lettre, le deuxième alinéa de son article 2. On mesure alors ce qui, fondamentalement, différencie entre elles les déclarations des droits de l'homme selon qu'elles sont l'expression d'un mouvement révolutionnaire ou qu'elles ne sont que l'habillage juridique de l'idéologie réactionnaire de la bourgeoisie. Il y a celles qui font de l'insurrection un crime, celles qui en font un droit, et celles qui en font un devoir.

L'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme justifie la répression policière et armée des émeutes et insurrections.

L'article 2 de la très "bourgeoise" Déclaration de 1789 -encore en vigueur aujourd'hui et qui fait partie du droit constitutionnel français positif- élève au rang de droit de l'homme et du citoyen "la résistance à l'oppression".

Et n'oublions jamais cette autre formule de cette autre déclaration des droits de l'homme, la plus révolutionnaire et la plus démocratique portée par la Révolution française, celle de 1793 qui consacre dans son ultime article, le 35ème : "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs".

A contre courant

n°159 novembre 2004



L'assassinat de manifestants est donc constitutionnel

UN PAS SUR LE CÔTÉ

Technique, décroissance et idéologies



“Les humanoïdes rêveront-ils de moutons électriques ?”

... et nous ?

Depuis les années 80, notre époque est marquée par la mort apparente des idéologies. Elle est marquée par une incapacité à nous projeter dans l'avenir provoquant chez nous un désenchantement pour ne pas dire une déprime, moteur de notre consommation. Enfermés volontairement par les classes dites dominantes dans une logique de prise de pouvoir, les concepts subjectifs comme, émancipation, luttes sociales, autonomes, révolutions, apparaissent aujourd'hui comme éloignés de notre réalité quotidienne.

Peu à peu, les notions de changement ou de radicalité ont laissé la place à celles d'adaptation et de "compromis" au système. Le militant ne situerait plus son action que dans les champs du possible (possibilisme)¹, dans ce qui rentre dans un cadre constitutionnel sur lequel il n'a pas de prise, et, qui, de fait est présenté comme indépassable. L'efficacité sera le maître mot et à partir de là, il se cantonnera à des objectifs précis, à court terme, sans autre perspective ni subjectivité. Paradoxalement, ces mêmes militants passeront leur temps à définir ce qui n'est pas possible et seront les meilleurs gardiens de frontières préétablies par d'autres.²

Du champ des possibles, nous entendons plus le chant de l'impuissance, l'impuissance des urnes, l'impuissance de la délégation, l'impuissance de la

soumission. J. Christophe Ruffin dans son roman "Globalia", nous dépeint une société que nous voyons naître aujourd'hui sous nos yeux. "Une société technologique où l'ordre social s'établit non pas sous la férule d'une idéologie exacerbée", mais au contraire dans une société vidée de toute substance idéologique. "Ce monde, notre monde, est celui de la soft-idéologie".

Définir la décroissance passe par une reconsidération de la notion de progrès, donc par une remise en cause radicale de la science et de la technique. Remise en cause ne veut pas dire négation.

S'atteler à cette tâche sans idéologie conduit à considérer cette science comme indépassable et à enfermer toute contestation dans un rôle de gestionnaire de ses nuisances actuelles et à venir.

Prétendre que la science peut être "citoyenne" sans en ébranler les fondements condamne notre libre-arbitre. Notre héritage quel est-il ? "Galilée et la renaissance ont inventé l'immoralité dans une dimension humaine, celle de la techno science"³, le capitalisme naissait sur ces bases là. Le siècle des lumières et 1789 ont pris à l'église ce qu'ils ont donné à la science. La vraie révolution fût technique et industrielle et depuis 200 ans nous subordonnons le progrès humain à l'évolution d'une technique

présentée comme inéluctable, naturelle et toute puissance. Il y a belle lurette que la sphère politique est perdue par ces mega-systèmes.

Non ! Le progrès technique n'est pas synonyme de progrès humain. Non ! Ce processus d'accumulation du savoir ne nous condamne pas à un avenir sur lequel nous n'avons plus aucune prise. L'histoire de l'humanité est faite de choix et de bifurcations sur lesquelles nous avons encore aujourd'hui la possibilité de revenir.

Plus simplement, si nous ne comprenons pas que la finalité inscrite dans le mythe du progrès technique, n'a pas pour autre résultat que d'étouffer toute tentative de penser nos vies par nous-mêmes et si nous refusons la radicalité d'une incontournable remise en cause de cette démocratie technique, alors nous en serons réduit à soigner le mal par le mal, les nuisances de la technique par la technique, à considérer les dérives sociales comme des avatars ponctuels et à brouiller nos consciences vis-à-vis de notre place dans le monde.

Aujourd'hui, le "politique" dépossédé par la situation est devenu gérant de cette déviance et le poids du mythe progressiste est tel qu'il empêche toute possibilité de débat.

Avant de prétendre faire de la pédagogie pour expliquer au "peuple" les rouages de ce système, si nous voulons vraiment retrouver notre sou-

veraineté et si nous voulons lutter par nos propres forces, nous avons tout intérêt à ne pas nous contenter de cette souveraineté de carton-pâte que nous proposent les "élites" et que nourrit notre propre soumission. Le réel progrès humain est à reconsidérer quotidiennement autour des valeurs d'échanges, de solidarité, d'épanouissement de l'individu dans la collectivité, de respect et d'enrichissement des diversités, d'imagination, de création, en puisant en nous même, «en sachant garder aussi ces sentiments de révoltes et d'émerveillement propres à l'enfance...

Voilà pourquoi "remettre les OGM dans les laboratoires" ne suffit pas et ne me convient pas.

Voilà pourquoi le réacteur nucléaire EPR n'est pour moi qu'un arbre d'une forêt, bien plus terrible et impénétrable de la conscience humaine. Voilà pourquoi, je ne saurais me contenter du moindre mal et que ce que nous nommons récupération mais que nous pourrions aussi bien nommer dépossession ne fait que renforcer depuis 200 ans la domination de l'homme sur l'homme mais aussi sur la nature.

> Didier Lebœuf

1- Michel Benasayag "Du contre-pouvoir"

2- Idem

3- Alain Gras "Fragilité de la puissance"

l'histoire de l'humanité est faite de choix et de bifurcations

LE VER EST DANS LE FRUIT

O. G. M., "fin de partie"

Avec les OGM,
nous sommes aujourd'hui
à la fin d'une étape,
"une fin de partie"¹.

De stratégies judiciaires en shows médiatiques, du pouvoir des élus à celui des consommateurs, de la caution des sondages à celle des scientifiques, des préoccupations environnementales aux responsabilités financières, des incertitudes sanitaires à la thérapie génique, des négociations aux concessions, l'opposition "affichée" aux OGM est passée depuis quatre ans, de la délégation à la dépossession, de la soumission à la compromission².

De manipulatrice de son image, elle est devenue une image manipulée ; Pour en arriver au bout du compte... à l'acceptation.

Tout au long de notre histoire les exemples ne manquent pas où les hommes voulant briser leurs chaînes sans débrancher leurs perfusions, ne font que "choisir la longueur de leur laisse et la couleur de leurs collier", renforçant ainsi à chaque étape le pouvoir qui les opprime ; la religion en était hier le plus fidèle chien de garde.

Depuis 200 ans une révolution bourgeoise lui a substitué la science, le rationalisme, le mythe du progrès, puis, une consommation concentrant toujours plus les moyens de production et diffusant d'autant un bien-être de carton pâte transformé en besoins et en frustrations.

Tout ceci est orchestré par une "société du spectacle"³ de pure illusion médiatique jusque dans sa contestation. Pour que rien ne bouge, s'est mis en place un contrôle social



toujours plus sophistiqué et technicisé (répression, manipulation, sécurité, hygiénisme, représentation, auto régulation).

C'est dans cette logique là que les biotechnologies se placent, l'artificialisation de notre monde jusqu'au plus profond de nous-mêmes.

Libérer les OGM avec l'accord ou pas de la majorité, mais en tout cas imposé aux minorités, c'est de refuser le désordre harmonieux de la nature et continuer à construire le laboratoire "monde", espérant que les experts feront le bon choix pour y faire survivre un homme robotisé.

Il semblerait que le mouvement actuel d'opposition apparente, celui qui fait le spectacle, le citoyenneté, l'étatiste, l'altermondialiste, celui qui, faute de remettre en cause ses propres

peurs, ses soumissions, ses délégations, refusant toute radicalité déstabilisante, ce mouvement qu'un réformisme rassurant a frappé de cécité, joue aujourd'hui à l'image de ses gourous et de ses structures, le rôle de régulateur et d'autocontrôle de la contestation.

Utilisant les mêmes armes et les mêmes moyens que le pouvoir qu'il prétend combattre, (médias, référendum parlementarisme, scientifique, rationalisme économique etc., etc.), l'altermonde s'approche de plus en plus "du meilleur des mondes"... de plus en plus... il en est... à un jet de salive. L'embrassera-t-il ?

> **Didier Leboeuf**
Bill Arlaud
Fernand Odon

1- Brochure des Ennemis du Meilleur des Mondes, disponible sur demande.

2- Nous pouvons fournir l'illustration de chacun des termes, du local à l'international, de "l'Ariège terre sans OGM", à la directive européenne, passeport des OGM, via Lula enfant chéri des alter mondialistes.

3- "La société du spectacle" - Guy Debord

4- syndicats, partis etc., Fernand aurait aimé résumer la dernière AG des faucheurs volontaires mais la place manque.

espérant que les experts feront le bon choix

RETOUR VERS LE FUTUR

Citoyens du monde, prolétaires

soyez les bienvenus dans

**Aujourd'hui, le progrès
cède le pas à la
régression, à l'atavisme
et à la réaction.**

**C'est le credo du jour.
On marche à reculons,
en regardant
dans le rétroviseur.**

Aujourd'hui, le progrès cède le pas à la régression, à l'atavisme et à la réaction. C'est le credo du jour. On marche à reculons, en regardant dans le rétroviseur. La notion de progrès ininterrompu qui a inspiré le développement historique depuis au moins 1789, a vécu. Aux lumières de l'émancipation succèdent les ombres réactionnaires de la globalisation. Les droits de l'homme et du citoyen sont déman-

telés. Ce processus s'est déclenché à la chute du bloc soviétique (1989-1991) et il a eu sa généalogie idéologique dans le post-modernisme et la pensée débile. La fin de l'histoire comme ardeur collective cède la place à des ploutocraties de manipulation de masse. Enfin, débarrassé de ses rivaux, le néolibéralisme régnant a décidé purement et simplement de faire sauter la banque.

Il ne suffit pas de démanteler la squelettique société du bien-être. Il n'est plus nécessaire de ressembler à un capitalisme à visage humain. Rien ne l'empêche de montrer son côté lugubre le plus réel. Il n'y a pas de revanche possible. On peut démolir jusqu'aux fondements mêmes de l'état de droit. Et les principes les plus élémentaires de la démocratie. La mondialisation du marché exige un système d'airain de domination, exogène et endogène, qui institutionnalise la servitude volontaire. Et aussi l'anomie.

Nous revenons au 18ème siècle avec une cohorte de citoyens passifs. Le réseau du post-capitalisme exige une ample base pré-capitaliste et absolutiste qui le soutienne, le protège et l'allait. Aux citoyens du monde, prolétarisés désunis, le clan des puissants susurre le refrain "Les derniers seront les premiers" en guise de bienvenue dans le 18ème siècle.

Plutôt mourir que perdre la vie

Le dilemme vivre pour travailler ou travailler pour vivre est caduc. Il n'y a plus ni l'un ni l'autre, ni rien qui leur ressemble. Le chômage n'est plus l'exception, mais la règle. A cet égard, nous sommes les leaders naturels depuis longtemps. Et aussi en travaux précaires, contrats poubelle et salaires de subsistance. La sécurité existentielle n'existe pas. La vraie sécurité, celle qui est nécessaire pour programmer une vie avec dignité, pas la sécurité armée que l'on concocte

dans le laboratoire du Docteur Mabuse pour nous intimider. Avec l'argent que les gens gagnent en moyenne, ils ne peuvent que se débrouiller tant bien que mal. L'individu se débrouille au prix de son indépendance et au détriment de son entourage le plus proche et le plus affectif. En Espagne, près de 40 % des jeunes entre 25 et 34 ans vivent chez leurs parents. Certains diront que cette misère a au moins un bon côté : on a invité la formule de l'éternelle jeunesse. Si l'on élargit la perspective, on voit plutôt que la jeunesse se fossilise et se momifie. On passe du berceau à la tombe. Il n'y a presque pas d'espace vital pour la vie adulte, responsable, indépendante, libre, souveraine. La majorité n'arrive pas à boucler les fins de mois, mais elle se comporte comme l'âne de Buridan, cette brute surprise par la mort sans savoir si elle avait faim ou soif. Comme lui, la majorité bien pensante, silencieuse, se débat entre mourir et perdre la vie.

Mais cela n'empêche pas, en même temps, une orgie de consommation. Un record de ventes de voitures, toujours plus luxueuses, alors qu'en même temps il y a davantage de couples sans enfants. Des records de ventes de maisons, même s'il faut s'endetter pour la vie. Un record de tourisme et de voyages de loisirs. Une frénésie de dépenses qui contredit apparemment les maigres revenus du nouveau prolétariat du 21ème siècle, qui se contemple dans le miroir de l'abondance. Une classe infirme qui est passée en un siècle de la condition d'indigent ne possédant que sa force de travail, à une situation où les choses la possèdent et où son



on passe du berceau à la tombe

capitalisés,

le XVIII^e siècle !

travail manque de force. On est passé du producteur famélique dépossédé d'hier, à l'esclave boulimique d'aujourd'hui.

Le big bang du capitalisme numérique

Le pré-capitalisme comme futur. La clé du changement se situe dans la nature du nouveau capitalisme. L'ancien mettait l'accent sur l'exploitation de la production pour accumuler des bénéfices qui blindaient sa condition de classe et sa saga hégémonique. Il suffisait de maintenir des salaires de tortue dans une course où les profits s'accumulaient à la vitesse du lièvre.

La fameuse armée de travailleurs de réserve

Le nouveau capitalisme utilise la consommation comme catéchisme. Comme arme d'aliénation massive. Il maintient et il renforce la structure de sa première étape : chômage généralisé et maigre rétribution. Mais, en même temps, il fait tout pour stimuler la glotonnerie des consommateurs, des travailleurs ou des chômeurs.

Comme il le ferait d'un troupeau voué à l'abattoir, il engraisse systématiquement ses paroissiens promis à l'holocauste social.

D'ailleurs, la solvabilité de ses victimes lui importe peu. Il y a du crédit pour tous et qui possède une carte de crédit est un magnat. Il existe à l'heure actuelle des organismes financiers qui offrent de l'argent à 27 % d'intérêts, des micro-crédits, pour

acheter n'importe quoi : un téléviseur plasma, la première communion des filles ou un séjour à Varadero. Le stratagème est bien huilé et fonctionne bien. Les gens d'en bas ont bonne réputation : ils paient toujours, euro par euro, scrupuleusement. Etre pauvre est un vrai business pour les riches du capitalisme contemporain.

A force, bien sûr, on se fait étrangler. Mais il ne faut pas exagérer. La majorité consent et tolère ce qu'on lui jette. Sans critiques ni protestations, inerte. Au bout du compte, cela donne des individus autistes, prêts à reproduire de l'autre côté du miroir, la logique du système. C'est l'aberrante dialectique des gens silencieux et, de là, cette mise en valeur de ce qu'on appelle euphémistiquement la "résistance silencieuse".

Faisant une lecture vénielle du "temps du silence", les nouveaux exégètes de la culture du consensus trouvent du courage civique dans des personnes comme Camilo José Cela, qui a su aller du rôle de censeur pendant la dictature, au Prix Nobel de littérature dans la démocratie. Une bonne partie de la société a son apparence morale. Résignation, niaiserie et encéphalogramme plat. Tous aspirent à plus et plus haut ils arriveront, plus dure sera la chute. Classe moyenne supérieure, classe moyenne basse, classe moyenne moyenne, tous dans le même sac. La fin justifie les moyens, même si, en fin de compte, on aboutit à une dualisation sociale effrayante, à un vampirisme civique, à une monstrueuse insolidarité, à un encanaillement stupide généralisé, à une dégradation totale. Qui ne voit

ce qui s'annonce dans 20 ou 30 ans pour de larges couches de la population, avec peu d'années de cotisations pour la retraite, et avec un système de santé fondé sur la charité, à cause de la privatisation ?

Quel sens a le vote d'une collectivité acculée à sa condition de bouchetrous sociaux ? L'un des pères fondateurs de la Constitution Américaine disait déjà que l'homme qui ne donne pas sa voix librement n'est pas représenté. C'est celui qui dicte son vote qui est représenté. C'est tout de même curieux mais, alors que quelques exemples de pays appauvris, comme le Brésil et le Venezuela, nous éclaireront sur la capacité transformatrice de la démocratie (le gouvernement de la majorité), dans les urnes ils fabriquent un nouveau suffrage censitaire qui garantit le statu quo sans soubresauts.

Le tunnel du temps

Nous avançons vers le 18^{ème} siècle avec un néo-capitalisme et sa boîte noire : la globalisation du marché et la société de l'information. La preuve en est que Fukuyama, le théoricien du déclin de l'histoire (après qu'il ait été celui des idéologies), vient de recommander plus d'Etat comme remède pour les régions en développement. On anéantit l'Etat en tant que garant des droits et des libertés individuelles et sociales (guerres illégales comme celle d'Irak ou d'Afghanistan, et recommandations pour travailler plus longtemps pour moins d'argent, c'est ce que viennent de faire les officines de l'Union Européenne, tandis que les bénéfices des entreprises s'envolent). On discrédite l'Etat du bien-être ou Etat-providence - sous le prétexte fallacieux du poids insupportable des prestations publiques et, dans le même souffle, on prescrit davantage d'Etat pour les pauvres.

En d'autres termes, "du bâton et file droit !"

Nous entrons dans le tunnel du temps

Une fois de plus, l'anarchisme a su voir que la vraie nature de l'état, sa nature consubstantielle, était sa capacité répressive. Un ogre philanthropique imitant Octavio Paz. Ou, en reprenant la classification plus scientifique de Max Weber, un outil de contrôle qui possède l'usage légitime de la force.

C'est pour cela que dans l'histoire réelle et concrète, celle des classes dirigeantes, de ses portes-paroles et de ses clientèles, on peut passer d'un état à un autre sans rien casser ni rien tacher. Comme en physique. On en trouve la preuve dans le passage du communisme au capitalisme sauvage, une transition joyeuse et aisée. L'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la Chine de Mao et la bande des quatre sont la preuve de cette alchimie politique. Peu importe l'idéologie : l'important est qu'il existe un Etat fort et des agents de l'Etat, des sbires prêts à le préserver à leur avantage. Ce sont eux les héritiers légitimes : qui fait la loi fabrique aussi le moyen de la violer.

Dans un dirigeant du marxisme-léninisme niche toujours un prototype de gangster capitaliste. Les deux se reconnaissent comme "l'un des nôtres". Ce qui est difficile c'est de trouver l'opposé. C'est comme l'ancien et le nouveau Testament, deux révélations différentes d'un même dogme : révélation contre révolution. Et parce qu'un homme décent n'a pas besoin d'être une autorité. En cela aussi les anarchistes avaient raison.

Soyons donc attentifs. Parce que si l'on oublie le sel, qui nous rendra sa saveur ?

> Rafael Cid (apoyo mutuo)

traduit de l'espagnol par Borrás Raymond

La majorité consent et tolère ce qu'on lui jette

ARSÈNE ET VIEILLES DENTELLES

Jacob dans l'impasse, de la reprise non-individuelle et à des fins commerciales d'un mec bien

Samedi 23 octobre 2004. Reuilly. 15 km au Sud de Dierzon.
Un trou du cul du monde parmi tant d'autres.

17h15. Claude Nerrand, président de l'office du tourisme local, et Patrick Bertrand, adjoint au maire d'une commune sans étiquette et pourtant renommée pour son gros rouge qui tache, dévoilent une plaque de rue. Assistance peu nombreuse. L'impasse porte désormais le nom de Marius Jacob.

La mode est à la commémoration. Argument facile et publicitaire. Il y a 60 balais, les tommies nous libéreraient des sicaire de tonton Adolf. Les étals des marchands du temple de la culture regorgent de bouquins sur l'événement. Il y 50 piges "le dernier des grands voleurs anarchistes" (dixit le Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français de Jean Maitron) se donnait la mort par injection de morphine et par inhalation de gaz carbonique dans sa maison du hameau de Bois Saint Denis à Reuilly, petit village berrychon. Anecdote humainement ordinaire. Ne pas crever physiquement démolit. Mais, si vous passez par là-bas, on ne sait jamais, prenez le temps de pousser la porte de la boulangerie du centre et d'admirer deux superbes pâtisseries répondant (à la demande de l'ancien colonel Nerrand) aux doux nom de "Marius Jacob" et d'"Arsène Lupin". Véridique ! Il faut entretenir le mythe. Pourquoi pas ? Cela fait venir le péquin moyen. Le Val de Loire a ses châteaux, le Berry ses sorcières et Reuilly Arsène Lupin

par l'entremise d'Alexandre Marius Jacob. C'est là où le bas blesse.

Systématiquement, le nom de l'illégaliste anarchiste est accolé à celui de gentleman cambrioleur. 22 mars 1905 : la cour d'assises de la Somme condamne Alexandre Jacob aux travaux forcés à perpétuité pour association de malfaiteurs, vols (il en avoue 156 lors de l'instruction), tentative de meurtre, meurtre, etc. Juillet 1905 : Messieurs Leblanc et Laffitte sont heureux de vous annoncer la naissance de leur petit dernier dans les colonnes du magazine Je Sais Tout. Arsène Lupin a depuis intégré le panthéon des héros littéraire français. Méconnaître le réel pour mieux valoriser l'imaginaire, la fiction. Il n'est guère de papiers dans les torchons régionaux et nationaux qui dérogent à ce principe.

Automne 2004 : sortie du film "Arsène Lupin" avec Romain Durys et Kristin Scott Thomas. Ici Paris, le 25 octobre, consacre deux pages à "L'incroyable histoire du vrai gentleman cambrioleur". Pour le Berry Républicain du 7 novembre, "Arsène Lupin termina sa vie en Berry". Et le remplissage fait vendre. Même dans les revues de vulgarisation historique. Flash Back. Le n°127 du mensuel L'Histoire, en novembre 1989, se penche sur quelques lignes sur "Alexandre Jacob, gentleman cambrioleur". Plus récemment, la revue d'histoire populaire Gavroche, dans

son numéro de septembre 2004, par l'entremise de M. François Roux, évoque "Marius Jacob, le révolté à vie". Mais l'article est surtitré : "Un modèle pour Arsène Lupin".

Vulgariser n'est pas inventer ni même fabriquer. Or, la discipline historique a ceci d'exigeant qu'elle doit se baser sur des sources irréfutables. Sans quoi, le révisionnisme guette. Quelles sont-elles ici ? Trois biographies dont une seule peut être sérieusement considérée comme acceptable. Encore faut-il préciser qu'Alain Sergent, auteur en 1950 d' "Un anarchiste de la Belle Epoque", tient son propos de la bouche même du vieux forain Marius Jacob (le choix du prénom s'explique ; Alexandre revenait trop cher à faire imprimer sur le barnum du marchand itinérant). Mais il est aussi le premier à verser dans l'épique, c'est à dire à faire du théoricien illégaliste un aventurier des plus extraordinaires. Au mois d'août 1964, il écrit même un article pour le mensuel Historia (n°213) : "L'homme qui servit de modèle à Arsène Lupin". De fait, les aspects libertaires s'édulcorent et le rapprochement avec le gentleman cambrioleur peut s'établir sans problème.

Que l'on prouve la présence de Maurice Leblanc à Amiens - ne serait-ce qu'une seule journée - du 8 au 22 mars 1905 et là effectivement on pourra éventuellement affirmer le lien Jacob/Lupin. Dans le cas

contraire, on nage dans une espèce de processus de "mythification" (excusez le néologisme) qui ne peut que nuire à la portée politique de la geste jacobienne.

Car, à Amiens, Alexandre Jacob est passé de la propagande par le vol à la propagande par la parole : "le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend" affirme-t-il dans sa célèbre déclaration "Pourquoi j'ai cambriolé ?" (Germinal 18 mars 1905).

Certes, à Amiens, nous pouvons objecter la présence du magazine Gil Blas et l'existence de l'article de Georges Pioch dans Le Libertaire, article qui prend ouvertement la défense du "bandit d'Abbeville" et des Travailleurs de la Nuit. Leblanc a participé à Gil Blas et, dans cette feuille érotico-libertaire parisienne, il rencontre régulièrement l'anarchiste Pioch. Cela ne fait en rien de Jacob l'inspirateur de Leblanc.

Le contexte de la "Belle Epoque" est nettement plus propice à clarifier la genèse du redresseur de tort au tempérament philanthropique. L'historien Jean-Marc Berlière indique dans un de ses ouvrages sur l'histoire de la police que le XIX^e siècle finissant vit dans la psychose du crime, sur la peur généralisée de l'insécurité. En d'autres temps, un célèbre présentateur TV aurait dit "La France a peur". Peur des Apaches de Paris, peur des bandes agissant en province. Sarkozy aurait-il des relents de Clémenceau ?

faire du théoricien illégaliste un aventurier

Les Brigades du Tigre sont créées pour remettre la France sur les voies de l'ordre. Mais l'imaginaire collectif se prend aussi de sympathie lorsque le criminel lui ressemble et, qui plus est, lorsqu'il s'attaque à des victimes qui, en temps ordinaire, sont les profiteurs sociaux de l'ordre capitaliste. Nous sommes en pleine révolution industrielle et la paupérisation galopante laisse sur le carreau des masses de plus en plus prolétariées. En ce sens, les actes de Jacob avant 1905 s'inscrivent dans un contexte social bien particulier. En ce sens, la naissance de Lupin n'est pas due au hasard ni même à la seule imagination de Leblanc.

Les premières aventures de Lupin paraissent, c'est vrai, quelques mois après le procès d'Amiens mais, à la demande de Pierre Lafitte (son éditeur) M. Leblanc crée un personnage français (c'est à dire un peu gouaillier, un peu roublard, un peu...) à l'image du Sherlock Holmes de Conan Doyle. Le même détective so british se retrouve d'ailleurs travesti sous la plume de Leblanc et devient l'ennemi juré Herlock Sholmes. Rajoutons enfin notre voix à celles de la petite fille de Leblanc et de son biographe J. Derrouard, à savoir que l'idée du bandit au grand coeur, un peu "anar" à ses débuts était dans l'air au début du XX^e siècle. Nous avons vu dans quel cadre.

Un peu anar à ses débuts ? Cela mérite un petit développement car, avec le temps, Lupin - qui évolue toujours en milieu bourgeois (confer les premières lignes de la première aventure de Lupin) - devient germanophobe et flic (813, l'agence Barnett et Cie, Victor de la Brigade Mondaine etc.). Lacomparaison avec Jacob devient de la sorte des plus incongrues et des plus désobligeantes pour l'anarchiste. Et inopérante.

Alors qu'il fallait mettre en avant l'anarchiste, la multitude de papiers ayant Jacob pour sujet ont opté pour le héros, pour l'amalgame avec le personnage de fiction ! Nom de rien ! Que c'est dommageable à la propagande et à l'histoire du mouvement. Car avec

Jacob, on tient un personnage clé, central. Pourquoi se référer aux ouvrages de M.M. Caruchet et Thomas, biographes de Jacob après Alain Sergent mais également romanciers, journalistes et affabulateurs alors que seuls les volumes publiés aux éditions L'Insomniaque peuvent réellement aider à comprendre Jacob ? Et pour cause ! Il s'agit de ses écrits !

Affabulateurs, dis-je ? Le premier imagine une entrevue entre Jacob et Durutti en 1937 alors que l'anar espagnol est mort en 1936 ! Encore plus courtelinesque est la très hypothétique amitié liant l'anarchiste voleur à Léon Bronstein, dit Trotski, exilé à Paris ; les deux hommes allant même disserter poésie de gaingois sur la tombe de Charles Baudelaire. Affabulateurs dis-je ? Le second se prévaut de l'utilisation du dossier d'instruction ayant servi au procès d'Amiens pour édifier son lecteur sur les travailleurs de la nuit, savoir quelques 20000 pièces et un acte d'accusation d'environ 160 pages. Or ledit dossier est à ce jour introuvable. Ni aux archives de la Somme où il devrait

être, ni aux Nationales et encore moins aux archives contemporaines de Fontainebleau. Alors, Monsieur Thomas indique l'avoir eu d'une manière rocambolesque : un dossier perdu, un ami juge d'instruction, un dossier retrouvé dans une grotte perdue au fin fond d'Yvetot et ayant servi à planquer les archives de la Justice française à l'arrivée des blindés allemands. Soit ! Yvetot ! En Normandie ! Une grotte ! Et pourquoi pas "L'aiguille creuse" tant qu'on y est puisque Yvetot c'est aussi un des lieux d'Arsène Lupin.

Comme quoi, si on voulait se mordre la queue on ne pourrait mieux s'y prendre. Une petite dernière prouve qu'aucun des deux cités précédemment n'a sérieusement éructé sur Alexandre Jacob. Il suffit par exemple de lire la réédition des "Vies de Jacob" (Mazarine 1998) pour y trouver moult détails sujets à caution. Il y est écrit par exemple que Jules Clarenson finit par s'évader du bagne et que l'on perd dès lors sa trace. Jules Clarenson est un des Travailleurs de la nuit. Il participe avec Jacob et Honoré Bonnefoy au fameux coup de la rue Quin-

ampoix (6 octobre 1901). Relégué, il s'évade effectivement du bagne et rejoint la France où il est arrêté de nouveau. Retour à la case Guyane et, le jour de son arrivée là bas, Clarenson meurt. Là, on peut affirmer que l'on perd définitivement sa trace ! Le fait est vérifiable aux archives de l'outre-mer à Aix en Provence.

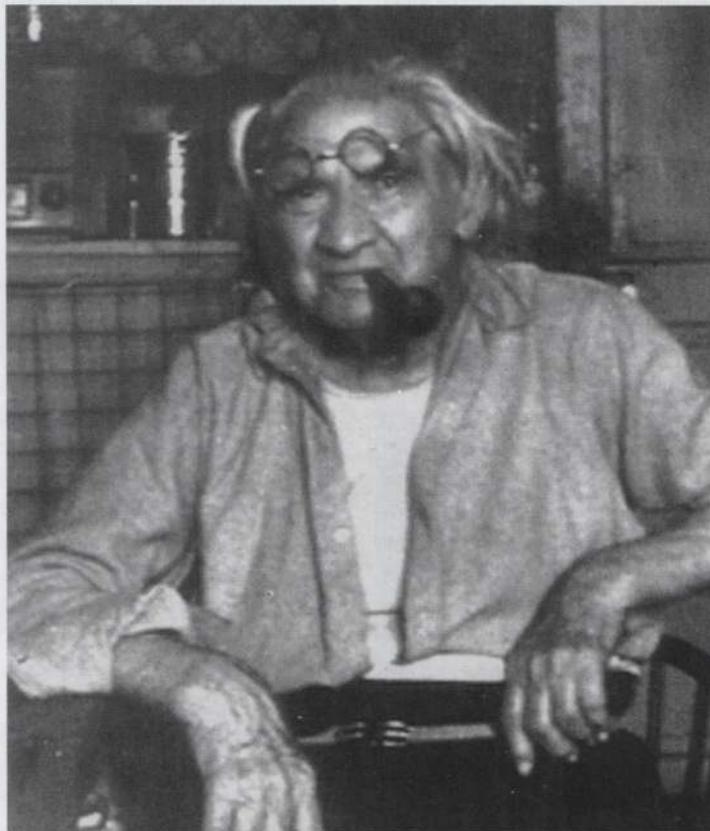
Le problème des sources pour qui s'intéresse un tant soi peu à Jacob n'est pas insoluble et, face à la pléthore, de celles-ci il n'y a pas lieu de trancher le nœud gordien. Encore moins d'inventer des faits que l'on retrouve dans la multitude d'articles sur Alexandre Jacob. J'en veux pour exemple les passages sur le bagne ou encore ceux sur la guerre d'Espagne. Là Jacob n'est plus Lupin mais on se met à penser à Chéri-Bibi ou à Pancho Villa ! Et pourquoi pas Vidocq, premier flic de France en son temps ! Le temps est aux commémorations.

Cinquante ans après sa mort, la maison d'édition libertaire L'Insomniaque réédite les "Ecrits" de celui qui ne fut ni le gentleman cambrioleur d'un quelconque romancier bourgeois et normand, ni un énième Robin des Bois ni même un autre Papillon tentant la Belle dix-sept fois pour fuir l'enfer guyanais.

Cela n'a rien d'une commémoration. Cela est un hommage à l'homme et à la sympathique reproductibilité de ses actes. Car, entre la marmite à renversement d'Emile Henry ou de Ravachol et les browning de Bonnot, le père Jacob offre une autre voie hélas refoulée aux poubelles de l'histoire. Alexandre Jacob est à dix lieues de ces innombrables clichés qui ont fait la fortune de quelques ouvrages à prétentions historiques et qui dissimulent mal une authentique figure de l'anarchisme français, de l'individualisme anarchiste.

Théoricien de l'illégalisme, Alexandre Jacob a su mettre en pratique ses convictions. Durant toute sa vie. La réédition des "Ecrits" tombe à point nommé. Relisons Jacob et sortons-le de l'impatte !

» J. M. Delpech



Jacob n'est plus Lupin mais on se met à penser à Chéri-Bibi

ANARCHO FÉMINISME

L'éphéméride anarchiste

L'histoire des femmes n'est pas séparable de l'histoire générale, elle est indissociable de l'histoire des hommes.

Dans l'histoire de l'anarchisme, des libertaires, elles ont été présentes.

Elles ont contribué à accélérer l'histoire d'une lente progression vers l'égalité des sexes.

Un retour sur quelques unes de ses femmes.

Teresa Claramunt

Le 12 avril 1931, mort de Teresa Claramunt, à Barcelone. Militante anarchiste, anarcho-syndicaliste et féministe catalane. Elle est née en 1862. Ouvrière dans le textile et militante anarchiste, elle collabore à la revue "El Productor". Dès 1905, elle revendique, dans une brochure, le droit à l'égalité des femmes dans la société, et la prise en mains par ces dernières de leurs propres destinées. Elle est une des pionnières de l'anarcho-syndicalisme féminin en Espagne, poussant Federico Urales à reprendre la parution de "La Revista Blanca". Militante acharnée, Teresa est plusieurs fois arrêtée et interrogée par la police. Elle y subit de mauvais traitements pour avoir refusé de livrer les noms de ses compagnons anarchistes recherchés, et sera condamnée à 5 ans de prison. Son enterrement, le 14 avril fut l'occasion d'une grande manifestation anarchiste dans la ville de Barcelone.

Séverine

Le 27 avril 1855 à Paris, naissance de Caroline Rémy, connue sous le nom de Séverine. Journaliste libertaire, féministe et militante de la ligue des droits de l'homme. Sa rencontre avec Jules Vallès, vers 1880, changea le cours de sa vie. Appelée à le seconder dans la parution du "cri du peuple"

et dans ses activités littéraires, il lui confiera la direction du journal avant de mourir, en 1885. En fille spirituelle de Vallès, Séverine gardera le journal ouvert à toutes les tendances du socialisme ce qui amènera son esprit libertaire à s'affronter à Jules Guesde (marxiste) et à quitter le journal en 1888, mais elle n'en continue pas moins, à dénoncer les injustices sociales dans d'autres journaux. Son refus généreux du sectarisme l'amènera à quelques erreurs de jugements au sujet du Boulangisme, mais lorsque survient l'affaire Dreyfus, elle prend énergiquement sa défense. En 1897, elle collabore à "La fronde", premier quotidien féministe. En 1914, toujours pacifiste, elle condamne "l'union sacrée". Enthousiasmée par la révolution russe de 1917, elle adhère au parti communiste en 1921 mais elle le quitte deux ans plus tard, sommée de choisir entre le parti et la ligue des droits de l'homme, qu'elle avait contribué à créer. Séverine défendra toujours les anarchistes, qu'ils s'appellent Clément Duval, Auguste Vaillant, Ascaso, Durruti ou Jover, et participera en juillet 1927 à un meeting pour tenter de sauver Sacco et Vanzetti. Malade, elle meurt le 24 avril 1929. Outre ses milliers d'articles dans la presse, elle est l'auteur de plusieurs ouvrages "Pages rouges", "Notes d'une frondeuse", "Line", etc.

Simone Larcher

Le 30 avril 1903, naissance de Simone Larcher, de son vrai nom Rachel Willissek, dans l'Oise. Correctrice et militante anarchiste. A 22 ans, elle est condamnée à six mois de prison pour avoir distribué, dans la caserne de Reuilly, une brochure antimilitariste "Crosse en l'air". Quelques mois après sa libération, elle entreprend avec son compagnon Louis Louvet, la publication du journal "L'anarchie" qui paraîtra jusqu'en 1929. Ils animeront également, de 1927 à 1937, les débats des "Causeries Populaires" qui donneront naissance à la revue trimestrielle "Controverse". Simone Larcher devient correctrice (bastion machiste de la Presse !) dès 1928, et sera la première femme à faire partie du comité syndical des correcteurs en 1941. Après la guerre, elle collabore au journal "Ce qu'il faut dire", entreprend une série de conférences, et écrit une brochure "La renaissance libertaire". Séparée de Louis Louvet en 1947, elle s'éloignera quelque peu de l'idéal anarchiste et du militantisme, mais conservera ses amitiés libertaires et ce jusqu'à sa mort, survenue le 10 avril 1969, en Lozère.

> Française

Voir site internet "L'éphéméride anarchiste"

126 chapitres pour 126 lecteurs

Dans la rubrique "pas rester sur la touche" Douste Blazy nous envoie sa bulle depuis la capitale, le festival si mieux nommé "le Baratin des Mots". Le Marathon des Mots débarque à Toulouse avec comme capitaine Haddock, Olivier Poivre d'Arvor et son équipage, Lambert Wilson, André Dussolier, Bernadette Lafont... et Gérard Depardieu qui pour 40 000 euros préfère rester à quai. Les cultureux parisiens dotés d'une malle de 400.000 euros aimablement remplie par la ville de Toulouse et d'un autre million déboursé par le Ministère de la Culture et de l'Education Nationale, prendront possession de la ville du 26 au 29 mai 2005. La vigie Philippe Carlier, organisateur du Marathon des Mots, et Marie Déqué Maire Adjointe, chargée de la culture, se chargent de faire passer la pilule aux acteurs culturels toulousains, qui de squat en squat, de précarité en précarité faute d'oseille de la Mairie, en sont réduits à bricoler au jour le jour une culture pauvre mais vivante.

De Tartuffe à Don Quichotte

Les 13, 14 et 15 mai 2005, du vendredi 20h au dimanche 20h, loin du tumulte et des fracas médiatico-politico-financiers, l'Atelier Idéal, association pour "la poésie contre la marchandisation" installe les moulins de Cervantes au lieu-dit "la Chapelle". Elle propose une lecture intégrale de son "Don Quichotte de la Manche". L'association, comme elle l'a annoncé lors de la conférence de presse le 30 mars au TNT, "Jete le gant à quiconque aura la noblesse d'âme de relever le défi : 126 chapitres pour 126 lecteurs minimum, des illustres, des moins illustres, des connus, des qui gagnent à l'être, en bref, tous ceux qui sont prêts à s'oublier au service de l'œuvre". L'Atelier Idéal, à la recherche de chevaliers errants ou non, mais loin d'une culture marchandisée, prédiégérée, formatée, vous propose de vivre avec la folie du chevalier au visage triste et de porter les couleurs de Dame Dulcinée.

> Bibas

contact : La Chapelle 36 rue D. Casanova, 05 61 12 37 55.

d'autres info : le Satiricon novembre 2004

elle est condamnée à six mois de prison

LIBER... TERRE

Demi-tour (4)

Résumé (Coquelicots 41 à 43) : Après une altercation de type classiste avec un contremaître, un jeune manutentionnaire prend conscience qu'il est aussi un individu et s'embarque avec sa copine pour le Groenland. Un choix pas si aléatoire que son atlas peut le laisser penser... D'ailleurs que vient faire ce commissaire toulousain qui leur colle aux basques sous prétexte d'exploration Arctique ? Ben, avaler son bulletin de naissance dans un TGV stoppant en gare de Lyon, pardi...

Tu sais mon explorateur novice comment on va dans le Big Nord ?

- Non ma douce chercheuse d'embrouille en pays Caribou, dis-moi, que je lui ai répondu.

Ben, on prend le train gare du Nord, mon Atanarjuat d'Amour, me murmura Gaëlle en parcourant de ses doigts primitifs une zone chaude et frichtrement érogène de ma personne. On se tripotait mutuellement et gentiment au milieu de la mousse d'un bain délicieux, dans une chambre avec étoiles et donc salle de bain d'un Hotel du XVème arrondissement. Faut dire que l'on avait hérité du commissaire Baleine quelques centaines d'euros qu'il avait glissé entre deux pages de mon atlas. Baleine serait donc la fée qui veillerait sur notre nef en partance

vers les contrées glacées ? Tout cela était plus que louche mais fallait manger le gâteau avant que la crème ne tourne, non ?

Pour le train Gare du Nord on avait un peu le temps, il ne partait que le lendemain. Donc tout baignait au présent. Le futur étant incertain par définition, ne pas s'en faire inutilement était la meilleure conduite à tenir. Tout pouvait dérailler ou tout pouvait filer droit, donc zen nous restions. Dans la mousse, profitant qu'elle s'était retournée pour régler en finesse la température et le débit de l'eau, je suis venu contre ma danseuse des banquises et tout en

nichant mon menton dans son cou, j'ai épousé son corps comme l'aurait fait un collant de petit rat de l'opéra. Doucement, j'ai pénétré dans ce pays ou le feu s'était déclaré. J'oubliais Baleine. J'étais un pompier de l'amour, la lance dressée vers sa mission. Gaëlle accrochait les robinets dans une main et rythmait le mouvement de son autre main agrippée à mes fesses. Je l'ai mordillée, mâchée et je me suis fait griffé. La mousse éclaboussait partout, des bulles nombreuses couraient sur le bas de son dos magnifique dans un mélange affolant d'odeurs de vanille et de suc de stupre. J'ai joui dans et peu après ma douce femelle morse des

contrées glacées. J'ai pensé alors, que tant que notre pote "feu le commissaire Baleine" accoucherait de billets de banque, je pouvais foncer peinar droit vers l'étoile du Nord. J'avais le magnétisme en règle.

- Tu sais que le commissaire Cachalot dessinait des cartes sur du papier calque, mon vigoureux renard polaire, m'a dit Gaëlle alors que je cherchais toujours un rythme respiratoire compatible avec la vie courante.

- Heu, non, ma tendre sorcière fouteuse de bordel en pays Qaanaack.

> Sévy

LIBRES LIVRES

Le syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis

Larry Portis
Éditions Spartacus

Il était une fois de drôles de créations que l'on appelait les Wobblies Ils vivaient dans ce pays où tout est plus grand et plus gros que partout ailleurs, le pays du Dollar et des coups de flingos, les Etats-Unis.

Les Wobblies aimaient l'aventure, c'est le moins que l'on puisse dire vu qu'ils se faisaient même volontairement emprisonner d'un bout à l'autre du pays pour avoir le droit de tenir meeting dans la rue. Les Wobblies voulaient abattre le roi de ces contrées qui tendait à devenir le roi du monde: The Capital ! Sacré challenge ! Mais les wobblies n'avaient pas froid aux yeux et entre deux océans, deux grèves et deux actions directes, ils/elles (y'avait plein de filles) inventèrent pour arriver à leurs fins le syndicalisme révolutionnaire américain. Cela s'appelait les IWW et



se passait au début de la vingtième century. En même temps que la CGT française avec sa charte d'Amiens et tout le Saint Frusquin ? Oui, Oui ! Il n'y a que pour les conneries que les ricains ont dix ans d'avance, pour le reste, ils/elles sont faits comme nous, tout pareil... Même que les Wobblies, ils existent encore. Méfiez-vous, ils prennent l'apparence d'honnêtes travailleurs-euses pour mieux mettre le foutoir dans nos entreprises en syndiquant tout ce qui bouge en travaillant sans s'occuper de l'Etat et des partis et ceci sur tous les continents. Les fonds de pensions à côté

c'est de la merde en pot...

Enfin, les aventures des Wobblies sont racontées par Larry Portis dans son indispensable opus édité chez Spartacus: "le syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis".

12 euros, à commander à la librairie Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris (www.librairie-quilombo.org).

Sévy

surtout connu pour être celui qui, installé à Alger, publia les premiers textes d'Isabelle Eberhart dans L'Akhbar, et avoir été son exécuteur testamentaire. Il avait repris le journal bilingue L'Akhbar pour défendre, contre la République des colonies, les droits des "indigènes" au Maghreb.

> Ravachefolle

Avec le feu

Victor Barrucand
Éditions Phébus

Réédition d'un roman de la "Belle époque" étonnant de modernité. Peu soucieuse des bons sentiments, rapide et impitoyable, cette "éducation d'un enfant du siècle" est d'abord le portrait au vitriol d'un monde étrangement semblable au notre. Dreyfusard de la première heure, collaborant à la presse anarchiste (ayant même participé avec Fénéon à la rédaction du texte que Vaillant lira lors de son procès...) Barrucand est



LES MURS EN PARLENT



Et en plus ils ont des oreilles...

POT DE VIN ET AUTOPROMOTION

Les éditions du Coquelicot

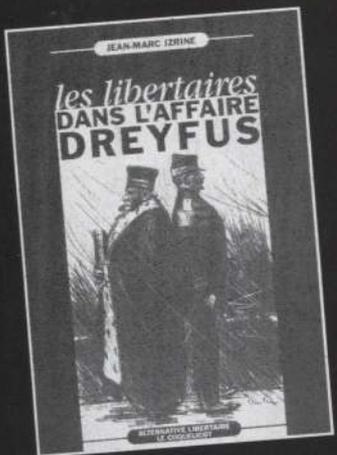
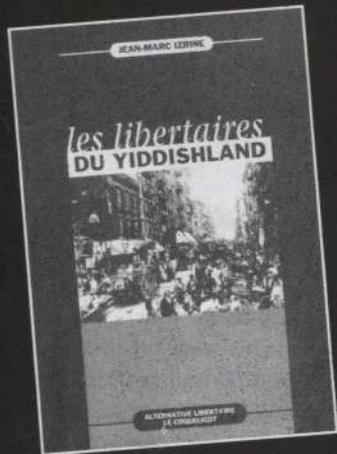
Notre groupe de presse tentaculaire est aussi un mastodonte de l'édition...

Pour preuve son catalogue :

Changer le monde
Histoire du mouvement communiste libertaire 1945-1997
de Georges Fontenis
 (actuellement épuisé).

Les libertaires du Yiddishland
de Jean-Marc Izrine
 11 euros

Les libertaires dans l'affaire Dreyfus
de Jean-Marc Izrine
 13 euros



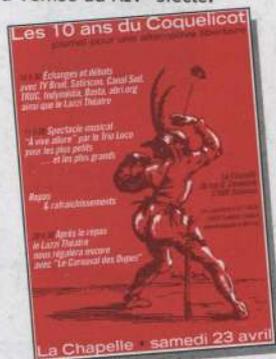
Dix ans, ça se fête !

Chers lecteurs et abonnés qui avez vécu avec nous les aventures journalistiques et sociales de la fleur noire et rouge, mais aussi, fleur des talus, des fossés, des champs de blé, de la marge, le temps de la fête est venue. L'équipe du Coquelicot vous invite à fêter les dix ans de la revue le samedi 23 avril 2005 à la Chapelle, 36 rue Danielle Casanova à Toulouse. 10 ans pour un moyen d'expression non marchand, c'est un beau vol long courrier dont vous connaissez aussi les trous d'air...

L'après-midi rencontre avec TV Bruit, Satiricon, Canal Sud, TRUC, Indymédia, Basta, abri.org ainsi que le Lazzi Théâtre, pour échanger et débattre de nos voyages médiatiques respectifs.

Puis place aux spectacles : Animation musicale proposée par le Trio Loco pour les plus petits et les plus grands.

20h 30, après le repas, le Lazzi théâtre nous réglera avec leur création "Le Carnaval des Dupes", une fresque sociale sur le mode de la commedia dell'arte sur la spéculation immobilière à Venise au XIV^e siècle.



Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €

de soutien : 23 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :



LE COQUELICOT, BP 74078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE	
Radio Vatican	2
MÉPRIS DE JUSTICE	
Paroles de lycéens	2
PAYS DES ARTS, DES ARMES...	
Petite chronique des horreurs	5
EUROPE SOCIALE	
Constitution européenne, charte d'Amiens, et autres billes	6
EUROPE SOCIALE	
L'assassinat de Carlo Giuliani constitutionnalisé	7
UN PAS SUR LE CÔTÉ	
Technique, décroissance et idéologies	8
LE VER EST DANS LE FRUIT	
OGM, "fin de partie"	9
RÉTOUR VERS LE FUTUR	
Citoyens du monde, prolétaires capitalisés, soyez les bienvenus ...	10
ARSÈNE ET VIELLES DENTELLES	
Jacob dans l'impasse	12
ANARCHO-FÉMINISME	
Ephéméride anarchiste	14
LIBER... TERRE	
Tu sais mon explorateur ...	15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos,

Pierre Rouault, Sévy.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15,25 €

Abonnement de soutien : 23 €

Boite postale : 74 078

31029 Toulouse CEDEX 4

lecoquelicot@abri.org

Ont été mis à contribution

pour ce numéro : Bibas, Biquet,

Decibelle, J.M. Delpech, Juanito

Marcos, D. Lebœuf, Françoise,

Ravachefolle, Sévy.

Photos : Decibelle, Bibas.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot